



ASSOCIATION INTERMEDIAIRE ICARE

17 rue Louis Loucheur
69009 LYON
SIREN : 428 086 326

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2025



ASSOCIATION INTERMEDIAIRE ICARE

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de l'Association Intermédiaire ICARE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Intermédiaire ICARE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées dans la note « 1.4 Changements de réglementation comptable » de l'annexe aux comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous signalons que, compte tenu de la communication tardive par l'association de certains documents nécessaires à notre mission, notre rapport sur les comptes annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 a été communiqué le 20 mai 2026, soit postérieurement au délai prévu par l'article 17 des statuts de l'association, qui impose la communication de ce rapport au moins 8 jours avant la tenue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes. Ce dépassement de délai constitue une irrégularité au regard des dispositions précitées. Il n'a toutefois pas eu d'incidence sur l'étendue de nos travaux d'audit ni sur l'opinion que nous exprimons ci-dessus sur les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément

aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villeurbanne, le 20 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes

ORFIS

Signé par :

COB35FF19CD24AE...

Amaury VANOYE

COMPTES ANNUELS

Association Intermédiaire Icare
Adresse : 17 Rue Louis Loucheur
Cp ville : 69009 LYON
Siren : 428 086 326

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

ETATS FINANCIERS

| Bilan Actif | | | | | |
|---------------------------------------|--|-----------------------------|---------------------|-----------|-----------------------------|
| État exprimé en € | | Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 | | | Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 |
| | | Brut | Amortis. Provisions | Net | Net |
| Frais d'établissement (I) | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | Immobilisations Incorporelles | | | | |
| | Frais de développement | | | - | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | - | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 59 684 | 58 613 | 1 071 | 1 622 |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | - | |
| | Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes | | | - | |
| | Immobilisations Corporelles | | | | |
| | Terrains | | | - | |
| | Constructions | | | - | |
| | Installations techniques,mat et outillage indus. | | - | - | |
| | Autres immobilisations corporelles | 117 737 | 104 493 | 13 244 | 8 095 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | - | |
| | Avances et acomptes | | | - | |
| | Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés | | | - | |
| Immobilisations Financières | | | | | |
| Participations et Créances rattachées | | | - | | |
| Autres titres immobilisés | 10 100 | 10 000 | 100 | 100 | |
| Prêts | - | | - | - | |
| Autres | 10 040 | | 10 040 | 10 000 | |
| TOTAL (I) | | 197 561 | 173 106 | 24 456 | 19 816 |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en-cours | | | | |
| | Stocks et en-cours | | | - | |
| | | | | - | |
| | Créances | | | | |
| | Créances cdt., adhr., usagers et cpt. rattachés | 829 656 | 247 524 | 582 132 | 1 044 315 |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | - | |
| | Autres créances | 484 999 | | 484 999 | 351 654 |
| | Charges constatées d'avance | 10 078 | | 10 078 | 19 359 |
| | Valeurs mobilières de placement | 153 | | 153 | 153 |
| | Instruments financiers à terme et jetons détenus | | | - | |
| Disponibilités | 23 782 | | 23 782 | 100 324 | |
| TOTAL (II) | | 1 348 667 | 247 524 | 1 101 143 | 1 515 805 |
| COMPTES RÉGUL. | Frais d'émission des emprunts (III) | | | - | |
| | Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | - | |
| | Écarts de conversion actif (V) | | | - | |
| TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V) | | 1 546 228 | 420 630 | 1 125 598 | 1 535 621 |

| Bilan Passif | | | |
|------------------------------|---|-----------------------------|-----------------------------|
| État exprimé en € | | Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 | Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 |
| Fonds Propres | Fonds propres | | |
| | Fonds propres sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | 19 845 | 19 845 |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise | | |
| | Fonds statutaires | 110 000 | 131 000 |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Écart de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Fonds Propres | Réserves pour projet de l'entité | | |
| | Autres (affectation au projet associatif) | 15 000 | 15 000 |
| | Report à nouveau | - 636 841 | - 680 828 |
| | Excédent ou déficit de l'exercice | 91 823 | 49 637 |
| | Situation nette (sous total) | - 400 173 | - 465 346 |
| | | | |
| | Fonds propres consommables | | |
| | Subventions d'investissement | 1 332 | 1 998 |
| | Provisions réglementées | - | - |
| | TOTAL (I) | - 398 842 | - 463 348 |
| Fonds dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés | | |
| Provisions | TOTAL (II) | - | - |
| | | | |
| | Provisions pour risques | 42 905 | |
| Provisions | Provisions pour charges | 200 656 | 91 629 |
| | TOTAL (III) | 243 561 | 91 629 |
| Dettes | | | |
| | Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 52 742 | 96 323 |
| | Emprunts et dettes financières diverses | | |
| | Instruments financiers à termes | | |
| | Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 230 466 | 335 410 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 666 784 | 782 568 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | 330 887 | 693 038 |
| Dettes | Produits constatés d'avance | | |
| | TOTAL (IV) | 1 280 879 | 1 907 339 |
| | Écarts de conversion passif (V) | | |
| TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V) | | 1 125 598 | 1 535 621 |

Compte de résultat - Produits

| État exprimé en € | | Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 | Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 |
|---------------------------------------|--|--------------------------------|--------------------------------|
| Produits d'exploitation | Cotisations | | |
| | Ventes de biens et services | | |
| | Ventes de biens | | |
| | dont ventes de dons en nature | | |
| | Ventes de prestations de service | 2 587 556 | 2 109 513 |
| | dont parrainages | | |
| | Production stockée | | |
| | Production immobilisée | | |
| | Produits de tiers financeurs | | |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 467 811 | 542 829 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | | |
| | Mécénats | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | 12 190 | 37 875 |
| | Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| | Utilisations des fonds dédiés | | |
| | Autres produits | 84 230 | 609 991 |
| Total des produits d'exploitation (I) | | 3 151 787 | 3 300 208 |
| Produits financiers | Participations | | |
| | Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés | 30 000 | |
| | Reprises sur dépréciations et provisions | | |
| | Différences positives de change | | |
| | Produits des immobilisations financières cédées | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | | |
| Total des produits financiers (II) | | 30 000 | |
| Produits exceptionnels (III) | | | 148 163 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + II + III) | | 3 181 787 | 3 448 371 |
| SOLDE DEBITEUR = DEFICIT | | | |
| TOTAL GENERAL | | 3 181 787 | 3 448 371 |

Compte de résultat - Charges

| État exprimé en € | | Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 | Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 |
|---|---|--------------------------------|--------------------------------|
| Charges d'exploitation | Achats de marchandises | | |
| | Variation de stock | | |
| | Autres achats et charges externes | 536 369 | 539 916 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 110 294 | 111 409 |
| | Salaires | 1 899 875 | 2 106 659 |
| | Cotisations sociales | 487 119 | 503 684 |
| | Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 5 647 | 14 845 |
| | Dotations aux provisions | 47 595 | 22 454 |
| | Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées | | |
| | Report en fonds dédiés | | |
| | Autres charges | 2 134 | 28 697 |
| Total des charges d'exploitation (I) | | 3 089 032 | 3 327 664 |
| Charges financières | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| | Intérêts et charges assimilées | 932 | 1 534 |
| | Différences négatives de change | | |
| | Valeurs comptables des immobilisations financières cédées | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | | |
| Total des charges financières (II) | | 932 | 1 534 |
| Charges exceptionnelles (III) | | | 69 536 |
| Participation des salariés aux résultats (IV) | | | |
| Impôts sur les bénéfices (V) | | | |
| TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V) | | 3 089 964 | 3 398 734 |
| SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT | | 91 823 | 49 637 |
| TOTAL GENERAL | | 3 181 787 | 3 448 371 |

Évaluation des contributions volontaires en nature

| État exprimé en € | | Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 | Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 |
|-------------------|--|--------------------------------|--------------------------------|
| Ressources | <u>Contribution volontaires en nature</u> | | |
| | Dons en nature | | |
| | Prestations en nature | | |
| | Bénévolat | | |
| | Total des ressources | - | - |
| Emplois | <u>Charges des contributions volontaires en nature</u> | | |
| | Secours en nature | | |
| | Mise à disposition gratuite de biens | | |
| | Prestations en nature | | |
| | Personnel bénévole | | |
| | Total des emplois | - | - |

ANNEXES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025 * ÉTABLIE CONFORMEMENT AU PCG ET A LA
REGLEMENTATION ASSOCIATIVE

PRESENTATION DE NOTRE ASSOCIATION

Association Intermédiaire (AI), Icare permet aux bénéficiaires d'un PASS IAE de s'engager dans une démarche de retour à l'emploi durable par un accompagnement dans l'emploi et des missions de mises à dispositions auprès de clients :

- Collectivités
- Associations
- Particuliers
- Entreprises

Les Interventions sont proposées dans les secteurs de :

- nettoyage
- restauration collective
- services à la personne
- logistique
- médico-social...

Le parcours proposé permet d'accompagner les salariés en insertion dans la définition de leur projet professionnel et de faciliter l'accès à des formations. ICARE AI est présent sur plusieurs territoires couverts par les agences de proximité.

En complément de l'activité de mise à disposition, l'AI ICARE porte également un pôle Accompagnement sur la base de convention avec les collectivités :

- Accompagnement des bénéficiaires du RSA Métropole de Lyon et Département du Rhône
- Accompagnement des bénéficiaires non-RSA sur financement FSE

NOTE 1 – CADRE JURIDIQUE ET RÈGLES D'ÉTABLISSEMENT

1.1 Base légale

Les présents comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de commerce, des règlements ANC n° 2014-03 et ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifiés par les règlements ANC n° 2022-06 et 2023-03, et du Plan Comptable Général (PCG) en vigueur au 1er janvier 2025.

L'association ICARE est soumise à l'obligation de désigner un Commissaire aux Comptes en application de l'article L. 612-4 du Code de commerce, ses ressources annuelles dépassant le seuil légal fixé à 153 000 €.

1.2 Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis dans le respect des principes de régularité, sincérité et image fidèle. Les conventions comptables suivantes ont été appliquées :

- Continuité de l'exploitation : les comptes sont établis dans la perspective d'une poursuite d'activité.
- Permanence des méthodes : les méthodes comptables retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent, sauf mention contraire.
- Indépendance des exercices : les charges et produits sont rattachés à l'exercice auquel ils se rapportent.
- Prudence : les risques et charges probables sont provisionnés dès lors qu'ils sont identifiés.
- Non-compensation : les créances et dettes, les produits et charges ne font pas l'objet de compensations.

1.3 Faits significatifs de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

- reclassement en Chiffre d'affaires des refacturations intragroupe historiquement comptabilisées en autres produits (montant de 617 k€ en 2025)
- déboucement de la créance URSSAF ayant généré un boni de 76 k€ sur l'exercice
- correction d'erreur : une erreur a été identifiée dans l'estimation de la provision pour indemnités de départ en retraite et a été corrigée sur l'exercice. Une facturation à établir a également été constatée pour la part de cette provision à refacturer aux soeurs d'ICARE.

| Correction d'erreurs | | | | |
|-----------------------------------|------|------------|-------------|-----------|
| Présentation de l'erreur corrigée | | N | N-1 corrigé | N-1 |
| | PIDR | 200 656,00 | 196 416,00 | 91 629,00 |
| | FAE | 99 137,00 | 99 137,00 | - |
| | RAN | | - 5 650,00 | |

1.4 Changements de réglementation comptable

Conformément à l'évolution de la réglementation comptable, l'association applique, à compter du 1er janvier 2025, les règlements ANC n°2022-06 et 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

Nouvelle définition du résultat exceptionnel :

- Changement appliqué : les éléments qui étaient auparavant classés en résultat exceptionnel, mais qui relèvent désormais de l'activité courante ou récurrente, sont présentés dans les rubriques appropriées du compte de résultat (par exemple, charges ou produits d'exploitation).
- Au 31 décembre 2024, des produits et charges avaient été reconnus par l'association dans son résultat exceptionnel. L'application des nouveaux règlements relatifs à la modernisation des états financiers sur cet exercice aurait conduit à une présentation différente de ces éléments.

Suppression de la technique du transfert de charges :

- Changement appliqué : les transferts de charges, qui étaient auparavant comptabilisés en produits (compte 79), sont désormais directement imputés en diminution des charges correspondantes (par exemple, charges de personnel, charges externes, etc.) ou comptabilisés dans d'autres comptes de produits (comptes 708, 758 ou 757).
- Impact sur les états financiers : les produits d'exploitation ont diminué de 38 095€ en raison de ce changement de réglementation. Les charges concernées ont été réduites de 38 095€, ce qui n'a pas d'impact sur le résultat net global.

1.5 Logiciel comptable

La comptabilité de l'association est tenue à l'aide du logiciel Sage 100cloud Comptabilité Standard version 6.01 (édition du 22 octobre 2019), en devise euro (EU).

NOTE 2 – MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) HT.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation estimée :

| | |
|---|------------|
| Brevets, logiciels, etc. | 3 ans |
| Agencements et aménagements des constructions | 5 - 10 ans |
| Installations techniques | 3 ans |
| Matériel de transport | 5 ans |
| Matériels de bureau et informatiques | 3 - 5 ans |
| Mobilier | 3 - 5 ans |

2.2 Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les immobilisations financières comprennent :

- Titre participatif DOMICARE : 10 000 € en valeur brute, intégralement déprécié, soit une valeur nette nulle.
- Parts sociales SCI LOCAL LAB : 100 €, non dépréciées.
- Dépôts et cautionnements versés : 10 040 €, représentant les garanties locatives versées aux bailleurs.

2.3 Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.4 Effectifs moyens

L'association distingue deux catégories de personnel :

- Personnel permanent : salariés de l'encadrement et des fonctions support de l'association.
- Personnel en mise à disposition (MAD) : salariés en parcours d’insertion mis à disposition de tiers utilisateurs conformément au cadre des associations intermédiaires.

| ETP MOYEN | 2025 | 2024 | Évolution |
|-----------|-------|-------|-----------|
| Permanent | 29,20 | 30,87 | -5,41% |
| MAD | 45,04 | 50,61 | -11,01% |

2.5 Rémunérations

Conformément à la réglementation applicable aux associations, les rémunérations des mandataires sociaux, si elles existent, doivent être communiquées à l'assemblée générale.

Sur l'exercice 2025, aucun mandataire social n’a perçu de rémunération.

NOTE 3 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

3.1 Crédit-bail

L'association a recours au crédit-bail mobilier pour le financement de certains équipements. Les charges de crédit-bail comptabilisées en 2025 s’élèvent à 9 701 € (compte 6122000). Les engagements résiduels sur ces contrats s’élèvent à 53 328 € (fin de contrat le 21/05/2030).

3.2 Locations et contrats pluriannuels

- Locations immobilières (6132000) : 60 815 € en 2025 – baux commerciaux pluriannuels en cours pour les locaux de Francheville et Lyon.
- Location téléphonie LEASECOM (6135110) : 5 039 € – contrat pluriannuel de location de matériel téléphonique.
- Maintenance informatique : 43 529 € – contrats de maintenance annuels renouvelables.

3.3 Garanties données

Les dépôts et cautionnements versés (10 040 €) constituent les garanties données dans le cadre des baux immobiliers en cours. Aucune autre garantie significative n'a été identifiée.

NOTE 4 – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

4.1 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Les honoraires du Commissaire aux Comptes comptabilisés en charges sur l'exercice 2025 s'élèvent à 8 079 € (compte 6226100), contre 6 800 € en 2024.

4.2 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes n'a été identifié à la date d'arrêté des présentes.

4.3 Contributions volontaires

Aucune valorisation n'a été prise en compte pour cet exercice.

4.4 Les engagements d'Indemnité de provision retraite

L'association a constitué une provision pour engagements de retraite de 200 656€ au 31/12/2025. Cette provision est présentée au passif sous la rubrique « Provisions pour charges ».

Cet engagement a été calculé en retenant les hypothèses de calcul suivantes :

- Départ volontaire à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : moyen
- Taux d'actualisation : 4,5%
- Taux d'augmentation de salaire : 1%
- Taux de charges sociales : 40%
- Probabilité de survie : table INSEE 2024.

Une facturation à établir est comptabilisée pour 99 137€ au 31/12/2025 correspondant à la part de la provision à refacturer aux sœurs d'ICARE.

4.5 Abandon de créances

- Domicare :

La situation nette de cette filiale ressort à – 243 140 € après la prise en compte du résultat déficitaire de l'exercice 2025.

En 2020, un abandon de créance de 75 000 € a été réalisé avec une clause de retour à meilleure fortune. Les éléments d'exploitation connus à ce jour ne permettent pas d'envisager l'exécution de cette clause.

- Girol :

En 2025, un abandon de créance a été consenti au profit d'ICARE d'un montant de 30 000 €, sous le bénéfice de retour à meilleur fortune de la société, au plus tard le 31/12/2035.

ETAT DES DETTES

Montant des dettes dans les postes de bilan suivants :

| Rubriques | Montant | Moins de 1 an | Moins de 5 ans | Plus de 5 ans |
|--|-----------|---------------|----------------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 52 742 | 39 160 | 13 582 | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 230 466 | 230 466 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 666 784 | 666 784 | | |
| Etat et autres collectivités | | | | |
| Avance compte courant associés | | | | |
| Autres dettes | 330 887 | 330 887 | | |
| TOTAL | 1 280 879 | 1 267 297 | 13 582 | - |

ETAT DES CREANCES

| Rubriques | Montant TTC | Moins de 1 an | Plus de 1 an |
|--|-------------|---------------|--------------|
| Immobilisations financières | | | |
| - Créances rattachées à des participations | | | |
| - Prêts | - | - | |
| - Autres immobilisations financières | 10 040 | 10 040 | |
| Créances | | | |
| - Clients, douteux ou litigieux | 829 656 | 829 656 | |
| - Autres clients | | - | |
| - Autres créances (dont avoirs à recevoir) | 249 097 | 249 097 | |
| Personnel et comptes rattachés | | - | |
| Etat et autres collectivités publiques | 235 902 | 235 902 | |
| Produits à recevoir | | | |
| Charges constatées d'avance | 10 078 | 10 078 | |
| TOTAL | 1 334 773 | 1 334 773 | - |

À la suite d’une anomalie dans le calcul des cotisations sociales 2020, l’URSSAF a procédé au remboursement de cette créance sur l’exercice 2025. Il reste à percevoir la même régularisation de la part de la caisse de retraite.

En attente d’une confirmation de la caisse de retraite, cette créance n’a pas fait l’objet d’une inscription dans les comptes annuels 2025 (montant estimé de la créance à recevoir : environ 42 k€)

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

| Rubriques | Charges | Produits |
|-----------|---------|----------|
| CCA: | 10 078 | |
| PCA: | | - |
| TOTAL | 10 078 | - |

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges d'exploitations comptabilisées en 2025 mais se rapportant à l'exercice 2026 (assurances, maintenance informatique, locations).

CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

| Rubriques | Charges | Produits |
|--|---------|----------|
| Fournisseurs - factures non parvenues: | 94 346 | |
| Clients – avoir à établir | 158 312 | |
| Charges à payer - personnel | 188 113 | |
| Charges à payer - état | 13 664 | |
| Fournisseurs – Avoir à recevoir | | - |
| Clients - factures à établir | | 99 137 |
| Intérêts sur emprunt à payer | 32 | |
| Produits à recevoir | | 7 096 |
| TOTAL | 454 467 | 106 232 |

IMMOBILISATIONS – AMORTISSEMENTS

Immobilisations

| Rubriques | Montant début exercice | Augmentations | Diminutions | Montant fin exercice |
|---|------------------------|---------------|-------------|----------------------|
| Frais de constitution | - | | | - |
| Concessions, Brevet, licences... | 59 685 | | | 59 685 |
| Autres immobilisations incorporelles | - | | | - |
| Terrains | - | | | - |
| Constructions | - | | | - |
| Installations techniques, matériel et outillage indus | - | | | - |
| Installations générales, agencements et divers | 6 851 | 10 246 | | 17 097 |
| Matériel de transport | 32 715 | | | 32 715 |
| Matériel de bureau et informatique | 66 652 | | | 66 652 |
| Mobilier | 1 272 | | | 1 272 |
| Titres de participation | 10 100 | | | 10 100 |
| Dépôts et cautionnement | 10 000 | 7 538 | 7 498 | 10 041 |
| Total | 187 274 | 17 784 | 7 498 | 197 561 |

Amortissements

| Rubriques | Montant début exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin exercice |
|--|------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Frais de constitution | - | | | - |
| Concessions, brevet, licences... | 58 061 | 550 | | 58 612 |
| Autres imobilisations incorporelles | - | | | - |
| Terrains | - | | | - |
| Constructions | - | | | - |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | - | - | | - |
| Installations générales, agencements et divers | 5 513 | 3 855 | | 9 368 |
| Matériel de transport | 32 716 | | | 32 716 |
| Matériel de bureau et informatique | 59 896 | 1 241 | | 61 137 |
| Mobilier | 1 272 | | | 1 272 |
| Autres immobilisations corporelles | - | | | - |
| Total | 157 458 | 5 647 | - | 163 105 |

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions pour risques et charges

| Rubriques | Montant début d'exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin exercice |
|--|--------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Provisions pour litiges | | | | |
| Provisions pour garanties données aux clients | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes de change | | | | |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | | | | |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions Retraite | 196 416 | 4 240 | | 200 656 |
| Autres provisions pour risques et charges | | 42 905 | | 42 905 |
| TOTAL | 196 416 | 47 145 | 0 | 243 561 |

Provisions pour dépréciation

| Rubriques | Montant début d'exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin exercice |
|---|--------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Provisions sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Provisions sur immobilisations corporelles | | | | |
| Provisions sur titres de participation | 10 000 | | | 10 000 |
| Provisions sur autres immobilisations financières | | | | |
| Provisions sur stocks et en cours | | | | |
| Provisions sur comptes clients | 259 265 | 449 | 12 190 | 247 524 |
| Autres provisions pour dépréciation | | | | |
| TOTAL | 269 265 | 449 | 12 190 | 257 524 |
| Total général | 465 680 | 47 595 | 12 190 | 501 085 |

La provision pour risques (42 905 €) correspond aux éventuels indus sur les subventions 2025.

La PIDR (Provision indemnités de retraites) a été réévaluée à 200 656 € à la suite de l'actualisation des engagements envers les salariés concernés. Cette correction d'erreur a fait l'objet à la fois :

- D'une dotation sur l'exercice,
- D'une correction du report à nouveau
- D'une facturation à établir pour la part de cette provision à refacturer aux sœurs d'ICARE.

SUBVENTIONS

| NATURE DES SUBVENTIONS | 2025 | 2024 |
|------------------------------------|---------|---------|
| Collectivités territoriales | | 2 000 |
| Total Subventions d'investissement | - | 2 000 |
| Union européenne | 139 419 | 90 000 |
| État | 94 064 | 104 359 |
| Collectivités territoriales | 233 662 | 348 470 |
| Autres | 667 | 0 |
| Total Subventions d'exploitation | 467 811 | 542 829 |

FILIALES ET PARTICIPATIONS

| Au 31/12/25 | Quote-part du capital détenu en % | Capital | Capitaux propres | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et avances | Chiffre d'affaires | Résultat net | Dividendes versés | Aval et cautions |
|------------------|---|---------|---------------------|--|-------|---------------------|-----------------------|--------------|----------------------|---------------------|
| | | | | brute | nette | | | | | |
| DOMICARE | 100% | 10 000 | - 243 140 | 10 000 | - | | - - | 247 | | |
| SCI DU LOCAL LAB | 0,05% | 220 000 | 184 427 | 100 | 100 | | 66 015 - | 10 565 | | |
| | | | | | | | | | | |
| Total Général | 100% | 230 000 | - 58 713 | 10 100 | 100 | - | 66 015 - | 10 812 | - | - |

FONDS DEDIES

Non concerné sur l'exercice

Tableau de suivi des Fonds Dédiés

| Financier | Projet | Origine de l'engagement | | Montant à engager en début d'exercice (Compte 194) A | Utilisation en cours de l'exercice (compte 7894) B | Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (Compte 689) C | Fonds restant à engager en fin d'exercice A-B+C |
|-----------|--------|-------------------------|---------|---|---|---|--|
| | | | | | | | |
| | | Année | Montant | | | | |
| | | | | | | ✔ | - |
| | | | | | | ✔ | - |
| | | | | | | ✔ | - |
| | | | | | | ✔ | - |
| | | | | | | ✔ | - |
| | | | | | | ✔ | - |
| | | | | | | ✔ | - |
| | | | | | | ✔ | - |
| TOTAL | | | | ✔ | - | ✔ | - |

FONDS PROPRES

| Rubriques | Montant début exercice | Augmentations | Diminutions | Montant fin exercice |
|---------------------------------------|---------------------------|---------------|-------------|-------------------------|
| Fond associatif sans droit de reprise | 19 845 | | | 19 845 |
| Fond associatif avec droit de reprise | 131 000 | | 21 000 | 110 000 |
| Réserve légale | - | | | - |
| Autres réserves | 15 000 | | | 15 000 |
| Report à nouveaux | - 680 828 | 49 637 | 5 650 - | 636 841 |
| Résultat de l'exercice | 49 637 | 91 823 | 49 637 | 91 823 |
| Subvention d'investissement: | 1 998 | | 667 | 1 332 |
| Provisions réglementées | - | | | - |
| | - | | | - |
| Total - | 463 348 | 141 460 | 76 953 - | 398 842 |